

# Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 35, du 27 août au 2 septembre 2018

- Nigéria : Ralentissement de la croissance au deuxième trimestre 2018 à 1,50% en raison de la contraction du secteur pétrolier ; le FPSO Egina, exploité par Total, a quitté le port de Lagos ; Création d'un Master plan du gouvernement fédéral et financement de l'USAID dans l'e-gouvernement ;

- Ghana : Nouveau système de traçage des importations : bras de fer entre le gouvernement et les syndicats.

## Nigéria

### Ralentissement de la croissance au deuxième trimestre 2018 à 1,50% en raison de la contraction du secteur pétrolier.

Au deuxième trimestre 2018, [le Nigéria a enregistré une croissance plus faible qu'au premier trimestre](#) (1,5 % en glissement annuel après 1,95 %), en raison principalement de la contraction du secteur pétrolier (-4 % en g.a.). La production pétrolière a diminué de 8 % par rapport au premier trimestre en raison notamment de la fermeture pour maintenance du pipeline Forcados exploité par Shell. Au contraire, [le secteur non pétrolier \(qui pèse 91 % du PIB\) a crû de 2,1% en g.a. \(contre 0,8 % au premier trimestre\)](#), tirée principalement par la croissance dans les secteurs de l'agriculture (1 %) et des services (+11 %). A noter également la baisse continue de l'inflation pour le 18<sup>ème</sup> mois consécutif qui s'est établie à 11,2 % en juillet. L'évolution de celle-ci et la volonté de consolider les réserves de change ont conduit le comité de politique monétaire à maintenir les taux inchangés fin juillet.

### Le FPSO Egina, exploité par Total, a quitté le port de Lagos.

[Le FPSO Egina a quitté le chantier SHI-MCI du complexe LADOL en eaux profondes de Lagos.](#) Il devrait rejoindre cette même semaine le champ pétrolier d'Egina, situé à environ 130 km au large du Nigéria et [sera exploité par Total à hauteur de 24%](#), en partenariat avec la Nigerian National Petroleum Corporation (Nigéria), la China National Offshore Oil Corporation (Chine), Petrobras (Brésil) et Sapetro (Nigéria). Le bâtiment, remorqué du chantier naval SHI à Geoje, en Corée du Sud, était arrivé au Nigéria fin janvier pour l'intégration finale des modules de surface construits à Lagos, la part locale représentant ainsi 58 000 tonnes d'équipements, soit un tiers de l'ensemble. Pour rappel, [le bateau dispose d'une capacité de stockage de 2,3 M de barils qui seront forés en eaux très profondes](#) (1 400 à 1 700 m de profondeur) et constitue le plus gros projet d'investissement actuel dans le secteur pétrolier nigérian, valorisé à 16 Mds USD. Le projet devrait être opérationnel d'ici la fin de l'année 2018, il générerait alors 200 000 bpj, soit près du 10<sup>ème</sup> de la production nigériane.

### Annnonce d'un soutien aux start-ups dans le cadre de la visite de la Première ministre britannique Theresa May.

Dans le cadre d'une tournée africaine de trois jours qu'il l'a également conduite en Afrique du sud et au Kenya, Theresa May s'est rendue au Nigéria le 28 août. La dernière visite officielle d'un Premier ministre britannique remontait à juillet 2011 lorsque David Cameron avait rencontré le président Jonathan Goodluck. [Mme May a été reçue par le Président Muhammadu Buhari lors de son passage à Abuja](#), avant de rencontrer à Lagos le gouverneur de l'Etat de Lagos, Akinwunmi Ambode ainsi que certains chefs d'entreprise tels qu'Aliko Dangote, Femi Otedola et Tony Elumelu. Ce déplacement a été l'occasion pour Mme Harriett Baldwin, ministre britannique pour l'Afrique et le développement international, d'annoncer [un investissement de 70 M GBP \(soit environ 78 M EUR\) à destination des start-ups nigérianes.](#) Pour rappel, le Royaume-Uni était le 7<sup>ème</sup> partenaire commercial du Nigéria en 2017 (3,5% des échanges), juste derrière la France (5,3%). En revanche le Royaume-Uni est le premier pourvoyeur du pays en termes de flux de capitaux avec 35,5% des flux totaux en 2017.

### Création d'un Master plan du gouvernement fédéral et financement de l'USAID dans l'e-gouvernement.

Le gouvernement fédéral a annoncé avoir [approuvé un Master Plan dédié à l'e-gouvernance](#), visant à ce que tous les processus gouvernementaux soient à terme exécutés électroniquement. En parallèle, le gouvernement a rédigé un décret sur l'Open Government Partnership (OGP), que le Nigéria a rejoint en 2016. Ce décret vise ainsi à renforcer la capacité du pays à se classer plus haut dans le prochain classement de l'Open Budget Index, mesurant la transparence

budgétaire des gouvernements. [L'Agence américaine pour le développement international \(USAID\) a d'ailleurs approuvé un don de 25 M USD](#) pour renforcer la gouvernance du Nigéria et soutenir les efforts des gouvernements dans le cadre de l'OGP. Le gouvernement fédéral a également déclaré [vouloir créer une plateforme d'information et de communication directe pour les citoyens](#), par le biais du service postal nigérian.

### **Nouveaux investissements dans le secteur des boissons.**

Le Président Muhammadu Buhari a inauguré dans l'Etat d'Ogun (sud-ouest du pays) [une brasserie dont le coût est estimé à 250 M USD](#). Construite par International Breweries, entreprise détenue par AB InBev (premier groupe brassicole au monde en termes de volume), cette brasserie disposerait d'une capacité comprise entre 2 et 3 millions d'hectolitres par an. Autre nouvelle du secteur, Duet Private Equity (DPEL), une société britannique de capital-investissement, [a investi plus de 50 M USD dans Ajeast Nigeria](#), filiale de la multinationale des boissons AJE Group. L'investissement servira à accroître la présence d'Ajeast Nigeria, l'entité ayant été créée en 2015.

## **Ghana**

### **Nouveau système de traçage des importations : bras de fer entre le gouvernement et les syndicats.**

Sept syndicats regroupant importateurs, industriels et agents des douanes protestent et seraient, pour certains, [entrés en grève contre l'entrée en vigueur d'un nouveau système de traçage des importations](#) (Cargo Tracking Note, CTN). En parallèle, les compagnies d'affrètement auraient annoncé ne plus prendre en charge les conteneurs d'entreprises non enregistrées sur le CTN afin d'éviter les sanctions financières des autorités douanières. Or, la majorité des importateurs et exportateurs du pays refusent pour l'heure de s'y conformer. Censé permettre une réduction des pertes fiscales de l'Etat lors du commissionnement en douanes, le CTN avait déjà été sous le feu de nombreuses critiques en février (coûts, complexité, doublonnage des contrôles, absence de consultation), avant que le gouvernement n'annonce la suspension de sa mise en œuvre, finalement relancée en juillet. Aussi longtemps qu'il durera, ce tumulte devrait entraîner le ralentissement des flux commerciaux, des coûts supplémentaires pour les affréteurs et une diminution des revenus de l'Etat.

### **La ministre britannique pour l'Afrique en visite officielle au Ghana.**

Dans le cadre la tournée diplomatique de Theresa May sur le continent, la ministre britannique pour l'Afrique et le développement international, Harriett Baldwin, s'est rendue au Ghana pour une rencontre officielle avec le Président ghanéen Nana Akufo-Addo. Elle fait suite à la rencontre entre les deux chefs d'Etat à Londres en novembre 2017. [Un partenariat, assorti d'un don du Royaume-Uni de 20 M GBP](#) (environ 22,3 M EUR), a été signé par les deux pays dans le but de favoriser la diversification de l'économie ghanéenne et son insertion dans le commerce international. A terme, l'accord serait susceptible d'entraîner la création de près de 15 000 emplois formels dans des secteurs jugés conjointement prioritaires. Sur l'enjeu du Brexit, [la ministre a assuré que le Royaume-Uni souhaiterait nouer un accord intérimaire](#) identique à l'Accord de Partenariat Economique de l'UE avant d'entamer la négociation d'un nouveau traité commercial, afin que la stabilité des échanges économiques avec le Ghana soit préservée. Après un premier sommet d'affaires organisé à Londres en présence du président nouvellement élu l'an passé, un second devrait avoir lieu en octobre 2018 à Accra et réunir une cinquantaine d'entreprises britanniques.

**Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !**

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.